



L'eau douce, source de tensions

MONDE Ressource précieuse, l'eau douce se raréfie et se trouve de plus en plus souvent au centre de rivalités entre ses différents usages. Développement de l'assainissement, lutte contre les fuites et innovations offrent des pistes pour la préserver

ALIZÉE GUILHEM

La production d'une paire de jeans nécessite 8500 litres d'eau. Une paire de baskets? 4700 litres. La palme revient aux vêtements en cuir, 30000 litres d'eau pour une veste. Un steak de 500 g absorbe lors de sa production quelque 6000 litres d'eau. Ces estimations illustrent que nos besoins en eau ne se cantonnent pas à l'eau potable et à l'hygiène.

Majoritairement consommés par les populations urbaines, ces produits caractérisent des modes de vie gourmands en eau. Or la croissance démographique sur Terre s'accompagne d'un exode rural, ce qui accentue d'autant plus la demande. L'eau douce ne représentant que 3% de la quantité d'eau sur la planète bleue, elle devient une ressource de plus en plus rare. Ce sont en particulier les villes, qui concentrent plus de la moitié de la population mondiale, qui pourraient être confrontées à des pénuries, Le Cap en Afrique du Sud ou Bangalore en Inde.

La rareté de l'eau douce est démultipliée par le développement de ses différents usages. «La production d'hydroélectricité est en plein essor. Si l'accès à une énergie abondante et renouvelable est un véritable enjeu pour le développement de certains pays, il peut vite y avoir une rivalité entre ce nouvel usage et l'agriculture», illustre Géraldine Pflieger, codirectrice de la Chaire Unesco en hydropolitiques à l'Université de Genève. Il revient aux autorités publiques d'en assurer le partage. «Il faut bien penser les arbitrages, en premier lieu dans les zones arides et semi-arides», souligne la spécialiste genevoise.

Pénuries en vue dans les pays arides

Les changements climatiques pourraient de plus renforcer les rivalités lors des sécheresses. Le World Resource Institute identifie les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient comme les plus exposés au

risque de «stress hydrique extrême» d'ici à 2040. Du Maroc au Kazakhstan, en passant par l'Egypte, l'Arabie saoudite ou encore l'Irak, le climat déjà aride sera accentué par des sécheresses plus importantes et plus fréquentes, et la quantité d'eau douce disponible, qui a déjà baissé drastiquement ces dernières décennies, sera réduite comme peau de chagrin.

Le phénomène de rareté de l'eau douce est exacerbé par d'énormes fuites sur les réseaux de distribution, qui entraîneraient 30% de perte dans le monde. «Le financement des investissements sur les réseaux est une question épineuse», souligne Géraldine Pflieger. La doctrine prédominante de «l'eau paie l'eau» ne permettra pas les investissements nécessaires à l'avenir, c'est-à-dire que le paiement du service par les usagers ne suffira pas à couvrir intégralement ces dépenses.

Le changement climatique pourrait renforcer les tensions lors des sécheresses

Il y a également un grand besoin de développer l'assainissement: l'Unesco évalue que plus de 80% des eaux usées sont déversées sans traitement ni exploitation dans les écosystèmes. Cela pose des problèmes de santé publique et de pollution. Le déploiement de l'assainissement constituerait aussi un gisement important, au sens où les eaux traitées peuvent être réutilisées: aux Etats-Unis par exemple, on estime que l'eau des grands fleuves est utilisée une vingtaine de fois avant d'être rejetée dans la mer.

La technique et l'innovation devront jouer un rôle crucial, pour optimiser les usages et pour développer des activités économiques moins dispendieuses. Avec toujours en ligne de mire d'assurer l'accès à l'eau pour tous, objectif onusien depuis plus de quarante ans. La nouvelle «décennie internationale d'action pour l'eau et le développement durable» a été lancée en mars par les Nations unies. ■